

Devant l'ONU, large résistance contre la tentative de créer un nouveau « droit » à l'éducation sexuelle

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 29 octobre 2010

Il y a encore des pères de famille ! Ou plus exactement, des pays qui ne tolèrent pas que leurs jeunes citoyens soient endoctrinés par la prétendue « éducation sexuelle » qui a déjà si largement cours dans nos pays occidentaux. C-Fam – organisme catholique de veille sur l'ONU et d'autres organisations internationales – rapportait hier que les délégués de pays emmenés par le bloc africain et par les pays des Caraïbes ont fortement combattu cette semaine un rapport qui pose le principe d'une éducation sexuelle « explicite » pour les jeunes enfants, à inscrire au catalogue des droits de l'homme.

Le promoteur et signataire du rapport est Victor Muñoz Villalobos : se fondant sur des textes non contraignants comme les [lignes directrices](#) de l'UNESCO sur l'éducation sexuelle et les principes de [Yogyakarta](#), il soutient que les Etats ont l'obligation de mettre en œuvre ce nouveau droit « dès les étapes précoces de la vie ».

Absent de l'ONU au moment de la présentation de son rapport – ce qui n'est pas la règle ! – Muñoz y assure que les parents ont le droit de choisir l'éducation de leurs enfants (comme l'affirme d'ailleurs la Déclaration universelle des droits de l'homme) mais ajoute : « **cette autorité n'a jamais le droit de contrer les droits des enfants et des adolescents** ».

L'éducation sexuelle selon Muñoz comprend des éléments relatifs à la « diversité sexuelle » ; il rejette également les programmes d'éducation à l'abstinence qui fait perdurer les « stéréotypes » et répand des images discriminatoires basées sur « l'hétéronormativité » *§(c)*.

Ce sont donc les pays africains et ceux des Caraïbes, avec des pays de l'Amérique latine, et l'Organisation de la Conférence islamique qui ont envoyé leurs délégués au front contre un ennemi qui s'était dérobé, ce qui ne les a pas empêchés d'attaquer durement sa tentative personnelle de faire entrer dans des textes de l'ONU l'orientation sexuelle, l'éducation sexuelle et l'identité de genre comme des concepts acceptés par tous. Plusieurs ont rappelé qu'il n'existe pas de consensus mondial sur le contenu de l'éducation sexuelle et que Muñoz avait largement outrepassé ses droits.

Parmi ceux qui ont rejeté le rapport : la Russie, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Groupe arabe, les Etats-Unis et, bien sûr, le Saint-Siège.

Sans surprise, la Suisse, la Norvège, le Canada et l'Argentine ont soutenu le rapport, tandis que l'Union européenne a exprimé son soutien « entier et de tout cœur » à l'évanescent Muñoz et à son rapport.

Aucune action n'ayant été entreprise, l'Assemblée générale de l'ONU devrait en être ressaisie en décembre.

Source : [C-Fam](#).

© [leblogdejeannesmits](#).